

qu'il espérait que l'un des résultats de ce mouvement serait de réduire le tarif si absurde et si élevé du Canada. Ce ne peut-être pas là les propres expressions dont ce monsieur s'est servi, mais tel a été du moins le sens de ce qu'il a dit. Mais, s'il est vrai que notre tarif doit être réduit, nous devons nous attendre à voir aussi notre revenu décroître dans la même proportion. Je conviendrai sans peine que l'abaissement des droits sur certains articles, ou même qu'une réduction générale de l'échelle des droits d'un tarif, puisse se faire sans pertes considérables et quelquefois avec profit pour le fisc dans les temps ordinaires de prospérité;—mais du moment que la raison de ce remaniement du tarif est de satisfaire à d'autres exigences qu'à celles du trésor, il est assez difficile de croire qu'une telle ligne de conduite produira le revenu le plus considérable possible. D'ailleurs, qui peut se dissimuler que nous sommes à la veille d'entrer dans une époque commerciale assez critique? Depuis quelques années, le chiffre de nos importations s'est élevé assez haut; aussi nos hommes d'affaires les plus entendus s'accordent-ils à dire que ce chiffre sera peu de chose pendant quelque temps. Nous ne devons donc pas nous attendre d'ici à quelques années à voir l'argent affluer dans les coffres du fisc.

L'HON. M. HOLTON—Les temps critiques sont arrivés.

M. DUNKIN—Oui, ils sont arrivés, ils nous pressent et menacent même de durer longtemps. Si donc, avec un tel état de choses, nous sommes encore obligés, pour plaire à la métropole et aux provinces du golfe pour des raisons de nécessité, de réduire notre tarif au-dessous de ce que j'appellerai le chiffre du plus grand bénéfice, comment espérer un accroissement de revenu, ou même de conserver celui que nous avons aujourd'hui? N'est-il pas bien étrange que dans le même temps on nous demande de révolutionner tout notre système et de nous engager dans les dépenses énormes que l'on propose dans ce projet? Il n'y a pas d'impôts qui puissent jamais faire honneur à de tels engagements; il nous faudra donc recourir à l'emprunt, à l'emprunt sans limite, à un emprunt dont l'intérêt et le fonds d'amortissement constitueront seuls un fardeau écrasant pour l'avenir. (Écoutez! écoutez!) Mais, j'oublie que nous ne pouvons emprunter pour un chiffre assez élevé sans le faire sous de faux prétextes, sans faire de notre con-

dition, de nos ressources et de notre avenir, une peinture des plus exagérées. Il nous faudra éveiller dans l'esprit des prêteurs à l'étranger des espérances qui ne se réaliseront jamais et dont le souvenir tournera dans l'avenir à notre détriment. Puis, lorsque l'époque des échéances viendra, nous verrons le pays, chancelant sous le fardeau, sans crédit chez lui ni à l'étranger et obligé de choisir entre une lourde taxe directe,—car elle ne pourra manquer de l'être alors,—ou une répudiation plus ou moins complète, et peut-être même hors d'état de pouvoir échapper ni à l'un ni à l'autre de ces malheurs. Si donc, M. L'ORATEUR, ce jour néfaste se lève jamais sur le Canada, les hommes publics et les populations d'alors sur lesquelles pèsera le fardeau, seront loin de bénir la mémoire de ceux qui, sur de fausses représentations, essaient aujourd'hui de nous attirer dans de folles dépenses et dans une dette écrasante. (Écoutez! écoutez!) J'aborderai maintenant, M. L'ORATEUR, une autre division de mon sujet, car le contraste entre le système américain et celui qui nous est proposé ne s'arrête pas à ce que je viens de démontrer. Lorsque le peuple des États-Unis vota sa constitution, il comptait parmi les nations indépendantes du globe, et combina le régime qu'il adoptait suivant les conditions de son existence nationale. Il sortait triomphant des guerres de son indépendance, et ce fut dans toute la chaleur de ses victoires qu'il se mit à jeter les fondements d'un système absolument national. Son gouvernement allait se trouver en rapport avec celui des autres nations et devait par conséquent être certain d'avoir beaucoup à faire en entrant dans la grande famille des nations;—mais, nous, que faisons nous? Est-ce qu'en vérité, nous jetons les bases d'une nouvelle nationalité, ainsi que le prétendent les pères du projet actuel, car je ne sais encore si nous devons prendre cette phrase comme une mauvaise plaisanterie, ou non? Ou bien encore, serait-ce pour nous faire ressouvenir qu'il nous ne présentons aucun élément de nationalité, dévisés que nous sommes en plusieurs petits peuples qui cherchant à se constituer chacun de leur côté? Nous n'avons pas, comme les États-Unis, de relations extérieures, ni de grandes questions nationales qui nous préoccupent; par suite, la nouvelle nationalité qu'on veut créer n'existera jamais que de nom. A mon avis, l'idée de fédération exclut celle de nos rapports avec le gouvernement impérial. Quand nous changerons nos